

Source : <https://www.levif.be/actualite/environnement/changement-climatique-les-annees-a-venir-seront-les-plus-determinantes-de-notre-histoire/article-normal-1036779.html>

Téléchargement 08 10 2018

# Changement climatique: "Les années à venir seront les plus déterminantes de notre histoire"

[Le Vif](#)

08/10/18 à 07:13 - Mise à jour à 08:06

Source: Afp

Le monde devra engager des transformations "rapides" et "sans précédent", s'il veut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, soulignent les experts climat de l'ONU (Giec), mettant en garde contre des risques accrus au-delà de ce seuil.



© Getty Images/iStockphoto

Dans un rapport de 400 pages, dont le "résumé à l'intention des décideurs politiques" a été publié lundi, les scientifiques exposent les nombreux impacts déjà à l'oeuvre, et notamment la menace d'emballement au-delà de 1,5°C de réchauffement (par rapport aux niveaux préindustriels): vagues de chaleur, extinctions d'espèces, ou déstabilisation des calottes polaires, source de montée des océans sur le long terme.

"Chaque petit accès de réchauffement supplémentaire compte, d'autant que passer 1,5°C accroît le risque de changements profonds voire irréversibles, comme la perte de certains écosystèmes", explique Hans-Otto Pörtner, co-président de cette session du Giec qui a réuni chercheurs et représentants des Etats toute la semaine dernière en Corée du sud.

Si le mercure continue de grimper au rythme actuel, sous l'effet des émissions de gaz à effet de serre, il devrait atteindre +1,5°C entre 2030 et 2052, note le rapport, basé sur plus de 6.000 études. Et si les Etats s'en tiennent à leurs engagements de réduction d'émissions pris dans le cadre de l'accord de Paris en 2015, ce sera +3°C à la fin du siècle.

Alors que faire, tandis que 2017 a encore vu les émissions mondiales liées à l'énergie repartir à la hausse?

Pour le Giec, pour rester à 1,5°C, les émissions de CO2 devront chuter drastiquement dès avant 2030 (-45% d'ici 2030) et le monde atteindre une "neutralité carbone" en 2050 (autrement dit il faudra cesser de mettre dans l'atmosphère plus de CO2 qu'on ne peut en retirer).



© Reuters

## "Faisabilité"

Villes, industries, énergie, bâtiment... tous les secteurs sont appelés à s'atteler à de "profondes réductions d'émissions": rester à 1,5°C demandera "une transition rapide" et d'une ampleur "sans précédent".

Le Giec insiste sur l'énergie - charbon, gaz, pétrole étant responsables des trois quarts des émissions. Et propose plusieurs scénarios chiffrés incluant différentes combinaisons d'actions.

"Le rapport donne aux décideurs politiques l'information qu'il leur faut pour prendre des décisions tout en considérant aussi les besoins des populations", explique la sud-africaine Debra Roberts, autre coprésidente de cette réunion. "Les années à venir seront les plus déterminantes de notre histoire", estime-t-elle.

Pour la climatologue Valérie Masson-Delmotte, également à Incheon, c'est "un constat lucide et difficile: la politique des petits pas ça ne suffit pas".

"Il nous dit 'si on n'agit pas maintenant, on va vers un monde où on sera en permanence en gestion de crises'", dit-elle. "Il y a des actions en cours dans le monde, mais il faudrait les accélérer. La vraie question de la faisabilité c'est celle-là: les gens sont-ils prêts à agir, et y aura-t-il assez de volonté politique collective?"

"Nous avons cherché à voir si les conditions nécessaires pour tenir 1,5°C étaient réunies", résume Jim Skea, de l'Imperial College de Londres. "Et oui, les lois de la physique et de la chimie le permettent, ainsi que les technologies, le changement des modes de vie et les investissements. La dernière chose, à laquelle les scientifiques ne peuvent répondre, c'est si c'est faisable politiquement et

institutionnellement. Nous avons remis le message aux gouvernements, nous leur avons donné les preuves, à eux de voir".

L'Alliance des petits Etats insulaires, à la pointe du combat pour inscrire l'objectif 1,5 dans l'accord de Paris, a appelé lundi "les nations civilisées à prendre leurs responsabilités en relevant leurs efforts pour réduire les émissions".

"Le rapport montre que nous n'avons plus qu'une occasion, des plus minces, pour éviter des dommages impensables au système climatique qui nous fait vivre", a dit Amjad Abdulla, "convaincu que les historiens regarderont ces conclusions comme un moment clé dans l'histoire des hommes".

"Y arriverons-nous à temps? Personne ne sait", dit Kaisa Kosonen, responsable climat pour Greenpeace. "Ce qui compte maintenant est que nous décidions d'essayer et que nous en fassions notre priorité. Seulement alors aurons-nous une chance de nous protéger des impacts que la science nous annonce."



Le glacier du Rhône, dans le canton du Valais en Suisse. Au-dessus: le 13 septembre 2018; en-dessous: le 5 juillet 2008. © REUTERS/Denis Balibouse

## **Pourquoi et comment rester à 1,5°C: que dit le rapport du Giec**

**A +1,5°C ou à +2°C, le monde ne sera pas le même, prévient le Giec, décrivant des risques accrus pour les espèces comme pour les économies. Voici les grandes conclusions de son "rapport spécial", approuvé samedi par les gouvernements et publié lundi.**

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par l'homme ont déjà fait grimper la température mondiale de 1°C depuis la Révolution industrielle. "Il est probable" que le réchauffement atteigne 1,5°C entre 2030 et 2052 s'il garde son rythme actuel.

"Beaucoup de régions" connaissent un réchauffement plus accéléré encore, comme l'Arctique (deux à trois fois plus fort qu'ailleurs).

Le dernier demi-degré engrangé est déjà associé à une recrudescence de phénomènes météorologiques extrêmes.

Les émissions passées et présentes continueront à faire **monter les océans**, quoi qu'il arrive.

Les différences sont "nettes" entre aujourd'hui, 1,5 et 2. +2°C signifierait des **vagues de chaleur** dans la plupart des régions. Les jours chauds vont croître à peu près partout, en particulier dans les Tropiques - zone sensible car encore épargnée par les variations. Les **précipitations** liées aux cyclones gagneront en intensité.

Le niveau des mers, si l'on s'en tient à +1,5°C, aura gagné 26 à 77 cm d'ici à 2100, selon les projections. A +2°C ce serait 10 cm de plus, soit jusqu'à 10 millions de personnes supplémentaires affectées.

A long terme, l'**instabilité de la calotte** Antarctique et/ou la perte de celle du Groenland pourraient être déclenchées vers +1,5/2°C, faisant grimper les mers de plusieurs mètres sur les siècles ou millénaires à venir.

L'**impact sur les espèces** sera moindre à 1,5°C: moins de feux de forêts, de perte de territoires, d'espèces invasives... A +1°C, 4% de la surface terrestre change d'écosystème, à +2°C ce sera 13%.

1,5 limiterait l'**acidification de l'océan** (liée aux concentrations accrues de CO<sub>2</sub>), qui menace la survie d'espèces, poissons, algues etc. et avec elle les services rendus à l'homme (pêche, pharmacopée...). À 1,5, l'Arctique connaîtra un été sans banquise par siècle, ce sera un par décennie à +2.

La **baisse de productivité** du maïs, du riz ou du blé sera plus limitée à +1,5° qu'à 2, de l'Asie du sud-est à l'Amérique latine, dit encore le rapport, qui décrit aussi des risques accrus pour la ressource en eau, la sécurité alimentaire, la santé.

Pour rester à 1,5°C, il faut faire décliner les émissions de CO<sub>2</sub> bien avant 2030 et fortement (-45% d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 2010), pour ensuite arriver, vers 2050, à une "neutralité carbone": c'est-à-dire cesser de mettre dans l'atmosphère plus de CO<sub>2</sub> que l'on ne peut en retirer.

"Neutralité" implique de ne plus garder que les **émissions "résiduelles"**, pour les secteurs ne pouvant s'en passer (aviation par exemple). Ce surplus de CO<sub>2</sub> devra être **pompé** (ce sont des "émissions négatives").

Les **autres GES** (méthane, HFC, carbone suie...) seront à réduire aussi, bien que moins prioritaires que le CO<sub>2</sub> car moins persistants. Quant à la possibilité de dépasser le seuil de +1,5, pour faire redescendre le mercure plus tard au cours du siècle, le Giec en souligne les risques - certains irréversibles, comme la perte d'espèces - et les incertitudes sur l'efficacité de l'extraction du CO<sub>2</sub> à grande échelle.

Ce recul massif d'émissions nécessaire exigera "une transition rapide et de grande portée en matière

d'énergies, d'usage des sols, de transports, bâtiment et systèmes industriels", un mouvement "sans précédent" car impliquant tous ces secteurs à la fois.

Les **énergies renouvelables** devraient passer de 20 à 70% de la production électrique au milieu du siècle, la part du charbon serait réduite à poussière, la demande d'énergie devra baisser, l'efficacité énergétique croître...

L'**industrie** devra réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 75-90% d'ici 2050 par rapport à 2010 (comparé à 50-80% pour 2°), les transports passer aux énergies bas carbone (35-65% en 2050 contre moins de 5% en 2020).

Selon le rapport, quelque 2.400 milliards de dollars d'investissements annuels seront nécessaires entre 2016 et 2035 pour la transformation des systèmes énergétiques, soit 2,5% du PIB mondial. Un coût qu'il faut mettre en regard avec le coût, bien plus élevé, de l'inaction, soulignent les scientifiques.